

Suicide des policiers : 32 députés dont 4 de la région Centre-Val de Loire appellent le gouvernement à agir

Ce jeudi 18 juin, une lettre intitulée "Et les suicides dans la police, on en parle ?" a été transmise aux médias. Les 32 députés signataires demandent au ministère de l'Intérieur de briser ce tabou. Un appel salué par le syndicat Alliance Police Nationale.

Publié le 20/06/2020 à 15h59 • Mis à jour le 20/06/2020 à 16h05



En octobre 2019, des policiers avaient manifesté pour dénoncer leurs conditions de travail et le nombre de suicides qui avait explosé. © Aurelien Marissard/IP3 PRESS/MAXPPP

- Indre ● Indre-et-Loire ● Loiret ● Eure-et-Loir

Le 9 juin, un policier de Paris s'est suicidé. Deux jours plus tard, **un autre s'est donné la mort à Chambéry.** Ces décès interviennent alors que depuis plusieurs semaines, la question des violences policières est au cœur de l'actualité avec notamment l'affaire Adama Traoré en France, et Georges Floyd aux Etats-Unis, et entraîne des manifestations comme à Tours.

Pour certains députés, les policiers, plus que critiqués, sont "victimes d'une stigmatisation injuste". C'est ainsi qu'ils commencent leur appel, signé en tout par 32 parlementaires, dont quatre LREM de la région : **Philippe Chalumeau**, député d'Indre-et-Loire ; **François Jolivet**, député de l'Indre qui l'a publié sur son compte Twitter ; **Daniel Labaronne**, député d'Indre-et-Loire ; et **Stéphanie Rist**, députée du Loiret.

60 suicides en 2019

"Si le racisme et les autres formes d'intolérance doivent être sanctionnées, le dérapage de certains ne doit pas conduire à la défiance de tous, poursuivent-ils. Alors qu'ils se sont engagés pour servir, les policiers sont le réceptacle de la haine. Sont-ils formés pour cela ?"

Les parlementaires pointent ainsi du doigt un sujet tabou au sein même de la police : le suicide. **Depuis 25 ans, 1.200 fonctionnaires de la police nationale se sont suicidés d'après l'association S.O.S Policiers en détresse, dont 60 décès rien qu'en 2019.** Des chiffres repris dans l'appel par les députés qui souhaitent "appréhender cette douloureuse réalité, et en connaître les causes" afin de mettre en place une politique de prévention.

"Quand le Ministère de l'Intérieur ouvrira-t-il ce débat courageux et nécessaire en interne, plutôt que de confier cette responsabilité à des consultants ? À défaut, il appartiendra au Parlement de s'emparer de ce sujet", concluent-ils.

Un sujet tabou

Un appel salué par l'organisation syndicale Alliance Police Nationale, dans ce contexte actuel. "Des citoyens nous marchent dessus, on est dénigré par notre ministre, je comprends qu'il y ait des collègues qui soient à bout", admet Fabien Arvaron, secrétaire départemental du syndicat dans le Loiret.

Il reconnaît d'ailleurs que le sujet est "un peu tabou. Quand on est flic, on est fier, la plupart du temps on ne demande pas d'aide. Il y a un côté : 'On est là pour aider les gens, ce n'est pas à nous de nous faire aider'. Mais il le faut".

Si la police nationale dans la Loiret n'a pas encore été confrontée à un tel drame, le syndicat affirme être très attentif : "On est en lien régulier avec la direction et une psychologue pour les avertir si on juge qu'un collègue est plus sensible, qu'il a des problèmes personnels, ou qu'il a été trop sollicité." Des réunions sont également organisées plusieurs fois par an dans le cadre d'une **cellule de veille pour évoquer les risques psycho-sociaux.**

"On fait des cauchemars"

D'après le délégué syndical, les causes du suicide sont multiples : "Ce n'est pas toujours lié directement au travail, mais c'est un facteur en plus." Les deux motifs principaux seraient **la surcharge de travail**, amplifiée par le manque d'effectifs et les heures supplémentaires comme lors du mouvement des gilets jaunes, et **le poids psychologique de certaines enquêtes.**

"Vous avez toujours des victimes derrière des affaires, et en tant que flic, on se met la pression pour les victimes, on veut finir le dossier, mais on est débordé par le nombre d'enquêtes à mener", assure Fabien Arvaron. Il souligne par ailleurs que ce métier les "amène à voir des choses que le citoyen lambda n'imagine pas. Mentalement, on le ramène chez nous, on fait des cauchemars, c'est hyper dur psychologiquement."

Dans la région Centre-Val de Loire, la question du suicide n'est pas nouvelle, elle avait été remise sur le tapis par le **syndicat Alternatif Police CFDT en avril 2019.** Ce mois-là, **une policière des Yvelines s'était suicidée par arme à feu en Eure-et-Loir.** Cette même année, **un fonctionnaire, de la police municipale cette fois, s'était également donné la mort dans le Loir-et-Cher.**

Notre sélection d'articles à explorer sur le même thème

- [Orléans : les policiers jettent leurs menottes au sol en signe de protestation](#)

Julie Postollec

partager cet article

Poursuivre votre lecture sur des sujets

- société
- sécurité
- politique

Indre, toute l'actualité

- [Coronavirus : 933 décès en Centre-Val de Loire depuis le début de la crise, 29 617 au niveau national](#)
- [Coronavirus : 918 décès en Centre-Val de Loire depuis le début de la crise, 29 436 au niveau national](#)
- [Indre : une enquête ouverte pour viol en réunion à Saint-Gaultier](#)

Les articles les plus lus

- 1 Dans les coulisses du service de néonatalogie et pédiatrique du Centre Hospitalier Régional d'Orléans
- 2 REPLAY. Municipales 2020 : les trois points qu'il faut retenir du débat de Romorantin-Lanthenay
- 3 Municipales : aucun vote au 1er tour à Prunay-le-Gillon, mais depuis le covid et une étudiante de 23 ans, tout a changé
- 4 Cher : la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire à l'arrêt à la suite d'un défaut électrique
- 5 Pesticide : la justice annule tous les arrêtés de la région Centre sur les zones de non-traitement près des points d'eau

l'actualité de votre région, dans votre boîte mail

Recevez tous les jours les principales informations de votre région, en vous inscrivant à notre newsletter

exemple@mail.fr **m'inscrire**